

INGENIUM

Audit



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/08/2024



OGEC ST STANISLAS
2 Voie Romaine BP 13
29290 ST RENAN CEDEX



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

16 pages

OGEC ST STANISLAS
2 Voie Romaine BP 13
29290 ST RENAN CEDEX

Exercice clos le 31/08/2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

OGEC ST STANISLAS
2 Voie Romaine BP 13
29290 ST RENAN CEDEX

Exercice clos le 31/08/2024

Aux membres de l'Assemblée Générale,

1. - Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC ST STANISLAS relatifs à l'exercice clos le 31/08/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association OGEC ST STANISLAS à la fin de cet exercice.

2. – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/09/2023 à la date d'émission de notre rapport.

3.- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. - Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

5. - Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Nous n'avons aucune information particulière à communiquer.

6. - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

7. - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ARRADON, le 30 janvier 2025

Le Commissaire aux comptes
INGENIUM Audit



Philippe CHAMAILLARD



ACTIF		2022/2023	2023/2024	
		NET	Brut	Amortiss. Dépréc. (-) NET
IMMOBILISE	Logiciels, licences, droits et valeurs similaires		1 283	1 283
	Autres immobilisations incorporelles			
	Immobilisations incorporelles		1 283	1 283
	Terrains			
	Constructions et aménagements	3 478 477	9 057 906	5 980 918
	Installations techniques, matériel et outillage pédagogiques	132 821	669 320	558 612
	Mobilier et matériel de bureau	18 882	95 049	66 838
	Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	419 123	1 188 190	781 546
	Immobilisations corporelles en cours		15 266	
	Avances et acomptes			
	Immobilisations corporelles	4 049 304	11 025 731	7 387 914
	Participations et créances rattachées			
	Autres titres immobilisés	100	100 100	
	Prêts	3 801	3 801	
	Autres			
	Immobilisations financières	3 901	103 901	103 901
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE	4 053 205	11 130 915	7 389 196
CIRCULANT	Stocks et en-Cours			
	Avances et acomptes versés sur commandes		2 548	2 548
	Clients (familles, usagers)	6 515	67 560	19 635
	Personnel et organismes sociaux	200		
	Etat et autres collectivités publiques	133 840	109 982	
	Fédérations, unions, associations affiliées	734	507	
	Autres	314	0	
	Créances	141 603	178 049	19 635
	Placements : valeurs mobilières	200 000	302 428	
	Banques et assimilées	659 400	531 108	
	Caisse	3		
	Comptes financiers	859 402	833 536	833 536
	Charges constatées d'avance	33 673	41 403	41 403
	TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 034 678	1 055 537	19 635
	= TOTAL ACTIF	5 087 883	12 186 452	7 408 831

INGENIUM
audit

(1) voir détail dans l'annexe



PASSIF

	2022/2023	2023/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres statutaires	
	Fonds propres complémentaires	1 721 489
	Fonds propres sans droit de reprise	1 721 489
	Fonds propres statutaires	
	Fonds propres complémentaires	
	Fonds associatifs avec droit de reprise	
	Réserves statutaires ou contractuelles	
	Réserves pour projets	
	Autres	
	Réserves	
	Report à nouveau	1 159 912
	Excédent ou déficit de l'exercice	85 326
	Situation nette (sous-total)	2 966 727
	Subventions d'investissement	45 696
	Provisions règlementées et autres fonds propres	
	TOTAL FONDS PROPRES	3 012 423
FD	FONDS REPORTES ET DEDIES	1 579
PROVISIONS	Provisions pour risques	
	Provisions pour pensions et obligations similaires	53 033
	Autres provisions pour charges	43 331
	TOTAL PROVISIONS	53 033
DETTES	Capital emprunté	1 844 604
	Autres emprunts et dettes financières	
	Intérêts courus et concours bancaires	1 549 759
	Emprunts et dettes financières	1 844 604
	Avances et acomptes reçus	47
	Dettes sur immobilisations	5 580
	Fournisseurs et comptes rattachés	103 405
	Personnel et organismes sociaux	47 926
	Etat et autres collectivités publiques	413
	Clients (familles, usagers)	139
	Fédérations, unions, associations affiliées	11 045
	Autres	50
	Autres dettes	168 559
	Produits constatés d'avance	7 638
	TOTAL DETTES	2 020 848
=	TOTAL PASSIF	5 087 883



Selon le règlement ANC 2018-06

Compte de résultat réglementaire



Produits d'exploitation	2022/2023	2023/2024
Cotisations		
Ventes de biens et services	1 057 857	1 345 900
• Ventes de biens	9 185	12 468
<i>dont ventes de dons en nature</i>	3 501	2 463
• Ventes de services	1 048 672	1 333 433
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs	1 040 028	982 152
• Concours publics et subventions d'exploitation	1 040 028	982 152
• Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
• Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
• Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	7 161	22 238
Utilisations des fonds dédiés	1 030	1 579
Autres produits	283 235	185
Total des produits d'exploitation	2 389 311	2 352 054

Charges d'exploitation	2022/2023	2023/2024
Achats de marchandises	-971	3 394
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 040 377	1 036 709
Aides financières	1 029	13 414
Impôts, taxes et versements assimilés	37 259	39 599
Salaires et traitements	618 424	624 259
Charges sociales	181 507	187 936
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	519 661	543 391
Dotations aux provisions	3 867	
Reports en fonds dédiés	1 579	6 347
Autres charges	4 818	3 806
Total des charges d'exploitation	2 407 551	2 458 856
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-18 240	-106 801

Opérations financières	2022/2023	2023/2024
Produits financiers de participation		
produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		8 963
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		8 963
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	25 243	23 245
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	25 243	23 245
RÉSULTAT FINANCIER	-25 243	-14 283
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	-43 483	-121 084

INGENIUM
AUDIT



Opérations exceptionnelles	2022/2023	2023/2024
Sur opérations de gestion	7 850	152
Sur opérations en capital	134 475	122 947
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels	142 325	123 099
Sur opérations de gestion	13 516	25 060
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles	13 516	25 060
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	128 809	98 039
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives		1 497
RÉSULTAT NET COMPTABLE	85 326	-24 542

Selon le règlement ANC 2018-06

Contributions volontaires en nature	2022/2023	2023/2024
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Contributions reçues		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Emplois des contributions reçues		





I. Informations générales

1 - Identification de l'association

L'association "COLLEGE SAINT STANISLAS" a pour objet d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. Elle peut à cet effet se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal (accueil, transport, hébergement, restauration, mise à disposition de locaux, etc.).

Elle porte notamment les activités suivantes : Collège ; Restauration ;

Pour assurer ces activités, l'association s'appuie sur :

- Un ensemble de locaux mis à disposition gracieusement et représentant une surface totale de 7 864 m2
- 19 équivalents temps plein salariés
- 41 personnels enseignants mis à disposition par l'Etat

2 - Faits marquants de l'exercice

Néant

3 - Evénements postérieurs à la clôture

Néant



II. Principes, règles et méthodes comptables

1 - Durées et dates de l'exercice comptable

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/23 au 31/08/24.

2 - Référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) publiée par la FNOGEC.

3 - Dérogations aux principes et méthodes comptables

Néant

4 - Changements comptables

Néant



III. Notes sur le Bilan

1 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (cf. **Tableau n°1**).

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations. Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suit un plan d'amortissement qui lui est propre.

Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Equipement de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	2 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %



Un tableau des mouvements des amortissements est joint (cf. **Tableau n°2**).

2 - Dépréciations d'éléments d'actif

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (cf. **Tableau n°3**).

Les dépréciations des créances, en particulier celles liées aux clients, ont été calculées en fonction du risque individuel de non recouvrement. Ce risque a été apprécié compte tenu des circonstances (présence de l'élève dans l'établissement, incidents de paiement constatés, etc.) et du principe de prudence.

3 - Échéance des créances et des dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (cf. **Tableau n°4**).

4 - Évaluation des valeurs mobilières de placement

Un tableau des valeurs mobilières est joint si l'établissement dispose de VMP cotées (cf. **Tableau n°5** le cas échéant). En cas de moins-value latente, une dépréciation est constatée. La variation des dépréciations des VMP au cours de l'exercice figure dans le tableau des mouvements des dépréciations (cf. **Tableau n°3** le cas échéant).



5 - Fonds propres

La première application du règlement ANC n°2018-06 a conduit à enregistrer des changements de méthode comptable, ayant un impact sur le poste « Report à nouveau », visible dans les colonnes « Augmentations » et « Diminutions ».

Des précisions sur l'application rétrospective de cette nouvelle réglementation sont données dans les notes de l'annexe relatives aux postes concernés.

La première application du règlement ANC n°2018-06 a également généré des évolutions en termes de classement au sein des rubriques constituant le poste « Fonds propres » du bilan. Il s'agit de mouvements de poste à poste, sans impact sur le « Report à nouveau ».

Un tableau de variation des fonds propres est joint (cf. **Tableau n°6**).

6 - Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Un tableau de suivi des subventions d'investissement est joint (cf. **Tableau n°7**).

6 - Provisions

Engagements de retraite :

Le montant des engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite et de pension fait l'objet d'une comptabilisation en provision.

L'évaluation des engagements est effectué via une méthode actuarielle, en application de la convention collective EPNL section 9 et d'un coefficient d'actualisation de 3,35 %.

Autres provisions :

Néant



Un tableau des mouvements des provisions est joint (cf. **Tableau n°8**).

7 - Fonds dédiés

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisations des fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Le montant global « Utilisations des fonds dédiés » comprend le montant des immobilisations acquises dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un ou de plusieurs projets définis.

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint si l'association en fait état (cf. **Tableau n°9** le cas échéant).

8 - Passifs éventuels

Néant



IV. Notes sur le compte de résultat

1 - Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

L'adhésion à l'association ne nécessite pas le versement d'une cotisation.

2 - Information sur les concours publics et les subventions

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73. Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (cf. **Tableau n°10**).

3 - Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la somme des ventes de produits et marchandises, des prestations de services (participations des familles et participations publiques) et des produits des activités annexes en lien avec la formation initiale sous statut scolaire faisant l'objet d'un contrat avec l'Education Nationale.

4 - Effectif employé pendant l'exercice

L'effectif moyen salarié pendant l'exercice est évalué à :

- Cadres : 2 salariés
- Agents de maîtrise : 3 salariés
- Employés : 14 salariés



5 - Rémunération des dirigeants

Conformément aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, cette information n'est pas fournie car elle conduirait indirectement à mentionner des éléments de rémunération individuels.

6 - Rattachement des charges et produits à l'exercice

Postes inclus au bilan	Montant (€)	Commentaire
Fournisseurs	9 044	Les charges à payer des fournisseurs sont majoritairement composées de factures non parvenues sur des prestations effectuées sur l'exercice. Celles des personnel et organismes sociaux sont constituées de charges sur salaires non versées à la clôture et de provisions (congés payés notamment). Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit de charges sur salaires ou de subventions perçues d'avance.
Personnel et organismes sociaux	1 501	
Etat et collectivités		
Autres charges à payer		
Charges à payer	10 544	
Familles et usagers	-139	Les produits à recevoir familles et usagers concernent des prestations effectuées sur l'année scolaire et non enregistrées à la clôture. Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit majoritairement de subventions justifiées sur l'exercice. Les autres produits à recevoir sont composés de régularisation des comptes sociaux ou des autres tiers.
Etat et collectivités		
Autres produits à recevoir		
Produits à recevoir	-139	
Charges constatées d'avance	41 403	Il s'agit généralement de charges et produits affectés à l'année scolaire suivante : fournitures scolaires, abonnements, contrats de maintenance, etc.
Produits constatés d'avance	30 159	



7 - Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont détaillés par nature dans le compte de résultat. Il s'agit de régularisations individuellement non significatives, qui n'appellent aucun commentaire particulier.

8 - Autres produits et charges

Néant

V. Autres informations

1 - Informations sur les transactions avec les contreparties

Néant

2 - Engagement financiers donnés et reçus

Néant

3 - Engagements pris en matière de crédit-bail

Un tableau des engagements pris en matière de crédit-bail est joint si l'établissement en dispose (cf. **Tableau n°11** le cas échéant).

4 - Contributions volontaires en nature

Néant

5 - Autres informations significatives

Néant



6 - Honoraires des commissaires aux comptes

Ventilation des honoraires du 01/09/23 au 31/08/24.

TYPE DE PRESTATION	Valeur TTC
Certification des comptes	5 910,40 €
Autres prestations	- €
TOTAL GENERAL	5 910,40 €



Tableau n°1 - Mouvements des immobilisations	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	1 283				1 283
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles	1 283				1 283
Terrains (y compris aménagements de terrains)					
Constructions et aménagements	9 043 718	14 188			9 057 906
Installations techniques, matériel et outillage pédag.	1 110 493	29 327	470 500		669 320
Mobilier et matériel de bureau	73 925	21 124			95 049
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	1 160 544	47 721	20 075		1 188 190
Immobilisations corporelles en cours		15 266			15 266
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles	11 388 680	127 626	490 575		11 025 731
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés	100	100 000			100 100
Prêts	3 801				3 801
Autres					
Immobilisations financières	3 901	100 000			103 901

Tableau n°2 - Mouvements des amortissements	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	1 283				1 283
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles	1 283				1 283
Terrains (y compris aménagements de terrains)					
Constructions et aménagements	5 565 242	415 676			5 980 918
Installations techniques, matériel et outillage pédag.	977 672	51 440	470 500		558 612
Mobilier et matériel de bureau	55 042	11 796			66 838
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	741 421	60 200	20 075		781 546
Immobilisations corporelles	7 339 377	539 112	490 575		7 387 914

Tableau n°3 - Mouvements des dépréciations d'éléments d'actif	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Comptes usagers (familles, élèves)		16 641	4 280	1 286
Autres créances				
Valeurs mobilières de placement				
Total		16 641	4 280	1 286
Dotations/reprises d'exploitation			4 280	1 286
Dotations/reprises financières				
Dotations/reprises exceptionnelles				





Tableau n°4a - Etat des échéances des créances	Montant brut	≤ 1 an	> 1 an
Participations et créances rattachées			
Autres titres immobilisés	100 100		100 100
Prêts	3 801		3 801
Autres			
Créances de l'actif immobilisé	103 901		103 901
Créances clients (familles, usagers)	67 560	67 560	
Créances personnel et organismes sociaux			
Créances Etat et autres collectivités publiques	109 982	109 982	
Autres créances	507	507	
Créances de l'actif circulant	178 049	178 049	
TOTAL CREANCES	281 950	178 049	103 901

Tableau n°4b - Etat des échéances des dettes	Montant brut	≤ 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Sûretés réelles consenties
Capital emprunté	1 549 759	275 092	1 093 421	181 246	
Autres emprunts et dettes assimilées					
Intérêts courus et concours bancaires					
Dettes financières	1 549 759	275 092	1 093 421	181 246	
Dettes fournisseurs	122 249	122 249			
Dettes personnel et organismes sociaux	43 526	43 526			
Dettes Etat et autres collectivités publiques	2 229	2 229			
Autres dettes	2 342	2 342			
Autres dettes	170 347	170 347			
TOTAL DETTES	1 720 106	445 439	1 093 421	181 246	

Les éventuelles dépréciations des VMP sont constatées au tableau n°3

INGENIUM
Audit



Tableau n°6 - Variation des fonds propres		Début d'ex.	Affect. résultat	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
FONDS PROPRES	Fonds propres statutaires					
	Fonds propres complémentaires	1 721 489				1 721 489
	Fonds propres sans droit de reprise	1 721 489				1 721 489
	Fonds propres statutaires					
	Fonds propres complémentaires					
	Fonds associatifs avec droit de reprise					
	Réserves statutaires ou contractuelles					
	Réserves pour projets					
	Autres					
	Réserves					
	Report à nouveau	1 159 912	85 326			1 245 238
	Excédent ou déficit de l'exercice	85 326	-85 326		24 542	-24 542
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	2 966 727			24 542	2 942 184
	Subventions d'investissement	45 696		5 788	16 037	35 447
	Provisions règlementées et autres fonds propres					
= TOTAL FONDS PROPRES		3 012 423		5 788	40 579	2 977 631

Tableau n°7 - Mouvements des subventions d'investissement		Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
SUBV.	Subventions d'investissement Région				
	Subventions d'investissement Département	113 825	5 788	17 893	101 720
	Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires				
	Autres subventions d'investissement				
	Total subventions d'investissement	113 825	5 788	17 893	101 720
AMORT.	Subventions d'investissement Région virées au résultat				
	Subventions d'investissement Département virées au résultat				
	Taxe d'apprentissage affectée aux équipements virée au résultat				
	Autres subventions d'investissement virées au résultat	68 129	16 037	17 893	66 273
	Total subventions d'investissement virées au résultat	68 129	16 037	17 893	66 273

Tableau n°7 bis - Retraitement des subventions d'investissement		A l'ouverture	Impact changement méthode ANC 2018-06		
		Montant nominal global (cptes 1026 et 1036)	Montant nominal global (cptes 131)	Quotes-parts antérieures reconstituées (cptes 110 et 139)	Montant restant à virer au résultat (cptes 131-139)
Subv. d'invest. affectées à des biens renouvelables					

Tableau n°8 - Mouvements des provisions		Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
PROV.	Provisions pour risques				
	Provisions pour pensions et obligations similaires	53 033		9 702	43 331
	Autres provisions pour charges				
	Total	53 033		9 702	43 331
DOT.	Dotations/reprises d'exploitation			9 702	
	Dotations/reprises financières				
	Dotations/reprises exceptionnelles				



Tableau n°9 - Mouvements des Fonds dédiés	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations: reports	Diminutions: utilisations en cours d'exercice	Fonds restant à utiliser à la clôture	Dont projets sans dépense depuis 2 ans ou plus
Subventions d'exploit. Contrib. financières Legs/donations		1 579	6 347	1 579	6 347	
TOTAL		1 579	6 347	1 579	6 347	

Tableau n°10 - Détail des concours publics et subventions	2022/2023	2023/2024
Aides à l'emploi et au développement des compétences	3 502	4 487
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales en LETP		
Financement des formations par apprentissage		
Forfait d'externat Etat	481 267	447 596
Forfait d'externat Région		
Forfait d'externat Département	507 471	477 183
Forfait d'externat Communes et groupements de communes		
Forfaits d'externat	988 738	924 779
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics		
Sous-total concours publics	992 240	929 266
Subventions Etat	3 517	2 829
Subventions Région		
Subventions Département	27 971	44 367
Subventions Communes et groupements de communes	9 900	1 795
Subventions issues de programmes de l'Union Européenne		
Autres subventions d'exploitation	6 400	3 896
Reports de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	47 788	52 886
TOTAL CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	1 040 028	982 152


INGENIUM
Audit



INGENIUM

Audit

Campus du Vincin - 3 allée des Fougères
56610 ARRADON
0297406010
contact@ingenium-expertise.fr

